

Editorial

## LE GOUVERNEMENT BARNIER À CONTRE-COURANT DU VOTE MAJORITAIRE DES FRANÇAIS !

par **PATRICK KAMENKA**

« Par la grâce du RN », titrait *L'Humanité* au lendemain de l'annonce le 21 septembre de la composition du gouvernement de Michel Barnier, formé de 39 membres (ministres de plein exercice et secrétaires d'État) dont la marque de fabrique est sans conteste l'ultra-conservatisme. À telle enseigne que la nomination de Bruno Retailleau au ministère de l'Intérieur confirme, si besoin en était, un choix hautement symbolique qualifié par *Le Monde* d'« incarnation d'une droite conservatrice ». Le sénateur de Vendée, jusqu'à ce jour président du groupe LR au Palais du Luxembourg, qui a fait ses armes aux côtés de Philippe de Villiers puis auprès de François Fillon, ne cache pas ses positions ouvertement réactionnaires, notamment en matière d'immigration, ses orientations anti-IVG et ses rodomontades sur les « Français de papier ».



Dans son interview le 22 septembre sur France 2, le Premier ministre Barnier a martelé sur ce thème, affirmant qu'il fallait « traiter la question de l'immigration avec beaucoup plus de rigueur » et « beaucoup plus de fermeté ». Une antienne que Michel Barnier avait déjà entonnée quand, candidat à la candidature des LR pour la présidentielle de 2022, il s'était montré favorable à la suppression de l'Aide médicale d'État (AME) aux étrangers. Tout comme Bruno Retailleau qui lui, n'avait pas hésité à se prononcer contre l'automaticité du droit du sol. ■■■ (Suite en page 4)

7 OCTOBRE

## ISRAËL-GAZA

### LA CONSCIENCE JUIVE À L'ÉPREUVE DES MASSACRES

par **ESTHER BENBASSA et JEAN-CHRISTOPHE ATTIAS**

Nos lectrices et lecteurs connaissent bien Esther Benbassa et Jean-Christophe Attias pour leurs travaux et leurs prises de positions sur le conflit israélo-palestinien. Ils publient en octobre, chez *Textuel*, dans la collection *Petite Encyclopédie critique*, un nouvel ouvrage écrit à chaud : **Israël-Gaza la conscience juive à l'épreuve des massacres**. Avec leur aimable autorisation et celle de leur éditeur, nous en publions ici les « bonnes feuilles ».

(...) Les massacres, les viols et les exactions perpétrés par le Hamas contre des civils, des femmes, des enfants, des vieillards, parce qu'ils étaient juifs, ou associés aux Juifs, tels les travailleurs thaïlandais, ne peuvent que réveiller le souvenir d'une tragédie passée plus absolue : la Shoah. L'évoquer n'est pas seulement affaire de propagande, ni ne vaut validation de l'instrumentalisation de l'Holocauste à laquelle s'est livré un certain discours sioniste. La mémoire juive, en Israël comme en diaspora, est ainsi construite désormais. Les souffrances et les peurs nouvelles réveillent les souffrances et les peurs plus anciennes et s'y agrègent. ■■■ (Suite en page 8)



## HEUREUSE ?

par **BERNARD FREDERICK**

Le jeudi 26 septembre, de passage au Canada, Emmanuel Macron s'est demandé si la France était « heureuse à cette date ».

Élu la première fois il y a sept ans, une seconde fois il y a deux ans, le président de la République ne sait pas si son pays, ses concitoyennes et ses concitoyens sont heureux ou non. Est-ce pour cela qu'il a ignoré, qu'il ignore leur vote, leur voix ?

Car les Françaises et les Français ont répondu, par trois fois, et tout dernièrement, à la grande question philosophique qui taraude le locataire de l'Élysée : c'est « non », ils ne sont pas contents. Pas contents du tout. Ils ne veulent plus de lui et de ses amis ; ils ne veulent plus de sa politique ; ils ne veulent plus de son mépris d'enfant gâté des riches, du Cac 40 et *tutti quanti*.

Mais non, Emmanuel Macron n'est pas sourd ; n'est pas aveugle et il sait très bien. Et ses mandants, dans de grands buildings, savent très bien aussi. Ignorer le pays – leur pays – ignorer le peuple – leur peuple. Ils n'ont jamais fait que cela. Ça s'appelle la lutte des classes !

L'épisode que l'on vient de vivre, du soir du dimanche 9 juin où le chef de l'État a annoncé, à l'issue de l'élection européenne qu'il a perdue, la dissolution de l'Assemblée nationale, à la nomination, le 5 septembre, de Michel Barnier au poste de Premier ministre, en passant par les législatives des 30 juin et 7 juillet – perdues elles aussi – restera dans les annales de l'histoire de France.

Nommer un Premier ministre, issu d'un parti de droite qui a fait à peine 6 % au premier tour et dont le gouvernement repose sur le bon vouloir d'un parti d'extrême droite qui en a fait près de 30, comment cela s'appelle-t-il ? Un coup d'État ? Oh, pour cela il faudrait comme l'écrivait le père Hugo à propos d'un autre manipulateur, avoir derrière soi Arcole et devant soi Austerlitz.

Non, c'est simplement un sale coup assené à la démocratie, à la morale et à la France qui ne mérite pas ça. Alors, heureuse ? ■ 29/09/2024



## CARNET

## Julius LUSTMAN

C'est avec une grande tristesse que nous apprenons la disparition de notre ami Julius, le 14 juin 2024 à l'âge de 94 ans. Né à Zoppot en Pologne, il arrivera avant la guerre avec ses parents, Bina Apelast et Chil Lustman, à Paris où sa sœur Hélène naîtra. Chil son père fut arrêté lors de la première rafle parisienne et interné à Compiègne, qu'il quittera par le convoi n° 1, le 27 mars 1942, pour Auschwitz dont il ne reviendra pas.

Julius, Hélène et sa mère échappent à la rafle du Vel' d'Hiv et trouvent refuge jusqu'à la fin de la guerre chez la famille Mignot, dans la Sarthe. Julius et Hélène resteront ensuite chez le maire de Saint-

Jean-de-la-Motte, Emile Coubard, le temps que leur mère organise leur retour à Paris.\* Bina attendit longtemps son mari, et s'est remariée quelques années après.

Après la guerre, Julius sera, comme ses parents et sa sœur, adhérent de l'UJRE et abonné à *La Presse Nouvelle Magazine*. Tant qu'il l'a pu, il a participé régulièrement à nos assemblées générales, avec sa sœur Hélène, tout aussi fidèle à notre maison du « 14 ».

Nous présentons nos plus chaleureuses condoléances à sa fille Catherine ainsi qu'à toute sa famille et à ses proches. ■

UJRE/PNM

\* cf site [les déportés juifs de la Sarthe](http://les.deportés.juifs.de.la.Sarthe)

## AVIS DE RECHERCHE

Je m'appelle **Claudine Périllaud Andrieux** et souhaite retrouver les traces de mes grands-parents, **Jacques et Renée Spiler**. Je crois que mon grand-père recevait le journal de l'UJRE et je sais qu'il est né quelque part près d'Odessa en 1899. Peut-être pouvez-vous m'aider... peut-être pas ? Si vous avez des informations, grand merci d'avance de contacter le journal qui transmettra. ■

## LA PRESSE NOUVELLE

Magazine Progressiste Juif fondé en 1934

Éditions :

1934-1993 : quotidienne en yiddish, *Naïe Presse* (clandestine de 1940 à 1944)1965-1982 : hebdomadaire en français, **PNH** depuis 1982 : mensuelle en français, **PNM** éditées par l'U.J.R.E

N° de commission paritaire 062 9 G 89897

Directeur de la publication  
Henri BlotnikRédacteur en chef  
Bernard FrederickAdministration - Abonnements  
Secrétaire de rédaction  
Tauba AlmanRédaction - Administration  
14, rue de Paradis  
75010 PARIS

Tel : 01 47 70 62 1 6

Courriel : [lapnm@orange.fr](mailto:lapnm@orange.fr)Site : <http://ujre.fr>

(bulletin d'abonnement téléchargeable)

Tarif d'abonnement

France et Union Européenne :

6 mois 30 euros

1 an 60 euros

Étranger (hors U.E.) 70 euros

IMPRIMERIE AQUARELLE

14 Rue du Ballon 93160 Noisy

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Je souhaite m'abonner à votre journal "pas comme les autres" magazine progressiste juif. Je vous adresse ci-joint mes nom, adresse postale, date de naissance, mël et téléphone

PARRAINAGE  
(10 € pour 3 mois)

## J'OFFRE UN ABONNEMENT À :

Nom et Prénom .....

Adresse .....

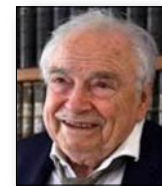
Téléphone .....

Courriel .....

## HOMMAGE

## SE BATTRE !

**Henri Leclerc, président honoraire de la Ligue des droits de l'Homme, nous quittait le 31 août dernier. Avocat et militant, avec ses mémoires [1], il tenait à propager son combat.**



« Ils sont toujours là, nos vieux adversaires. Nous les connaissons bien. Ils s'appellent l'arbitraire, qui menace nos libertés ; l'intolérance, qui détruit la fraternité ; le racisme qui nie l'égalité ; l'individualisme qui tue le citoyen. Elle est toujours présente, la misère, cette insulte à la dignité. Et devant nous, dressés, tous les pouvoirs dont on abuse », dénonçait-il à l'occasion du centenaire de la *Ligue des droits de l'Homme*.

Né le 8 juin 1934, Henri Leclerc grandit entre un père agnostique résolument anti-christ et une mère très pieuse. À l'aube de l'adolescence, il est frappé par le procès expéditif de Laval, défendu par Albert Nau, ancien résistant de droite, dont il rejoindra le cabinet après avoir prêté serment. Tout jeune, il rejoint le Parti communiste où il milite face à un certain Le Pen, avant de le quitter, indigné par l'exclusion du biologiste Marcel Prenant. Avocat anticolonialiste dénonçant la torture, il rejoindra Michel Rocard au PSU, avant de « tout plaquer ». Jamais il ne pardonna à François Mitterrand la condamnation à mort de Fernand Yveton : Henri Leclerc entre à la Ligue des droits de l'Homme.

Dans la foulée de 1968, il expérimente pour vingt ans une permanence coopérative et sociale d'avocats avec pignon sur rue, partageant les revenus d'un tarif fixé sur le prix d'une consultation de médecin.

Lors de l'une de nos rencontres, en 2018, Henri Leclerc soulignait le lien entre la paix, la circulation des hommes et le respect de l'environnement : « La circulation des hommes est aussi une conséquence des évolutions de l'environnement et donc, du comportement de ceux qui se moquent de la planète pour produire la mort. Les guerres ont souvent des causes fondées sur des questions finan-

cières. L'Irak est un pays où le monde se contentait très bien de la dictature de Saddam Hussein. Mais quand il a menacé les États-Unis, son régime a été détruit, remplacé par un autre, qui laisse se développer les dérives religieuses, comme elles le font en Syrie et en Iran. Les marxistes parlaient d'« opium du peuple », ici, il s'agit de dérives terroristes religieuses. C'est une conséquence de la révolte contrainte des pauvres dans certains endroits, dont les puissances riches sont responsables. Trump en est la caricature, mais il dit ce que les autres ne disent pas. « Amérique d'abord », « des barbelés aux frontières »... On tombe dans tout ce qui est contraire aux principes de la Déclaration universelle. Cette dérive déborde malheureusement jusqu'à nos propres pays. Qu'est-ce qui a placé à la tête de l'Italie cette apprentie Mussolini ? La misère des Italiens, la misère du monde arrivée en Italie, la peur des pauvres en Italie. Ici aussi, l'extrême-droite existe. C'est une conséquence de l'injustice d'un monde dirigé par de grandes puissances financières liées aux pouvoirs des pays riches, des gens qui feignent de se baser sur les principes fondamentaux, tout en acceptant l'injustice absolue.

**Il faut se battre.** On n'a pas le droit de dire : « c'est fatigant ». Depuis plus de soixante-cinq ans, je me bats. J'espère que ceux qui ont soixante-cinq ans de moins que moi seront plus nombreux à s'y mettre. Mais ce n'est pas possible, si on ne rêve pas de construire un monde meilleur. Nos anciens ont gagné la guerre contre la barbarie. Ils en ont rêvé, mais ils n'ont pas construit un monde meilleur. À nos enfants de s'y mettre. La Déclaration est un bel outil pour exercer notre humanité ! [2] ■ HA

[1] *La Parole et l'Action*, Fayard 2017.[2] Entretien dans *Le Patriote résistant*, 12/2018.

## SOUVENONS-NOUS

03/10 (1940) Loi de Pétain portant sur le premier Statut des Juifs.

07/10 (2023) Attaques terroristes du Hamas sur le territoire israélien.

10/10 (1994) Journée mondiale pour l'abolition de la peine de mort (voir Mumia en p.8).

14/10 (1943) Rébellion dans le camp de Sobibor.

15/10 (1983) Départ de Marseille de la marche pour l'égalité et contre le racisme.

16/10 (2020) Assassinat de Samuel Paty.

17/10 (1961) Massacre des Algériens.

17/10 ONU : Journée mondiale de lutte contre la misère.

18/10 (1685) Révocation de l'Edit de Nantes par Louis XIV.

22/10 Fusillade de Châteaubriant (voir ci-dessous).

25/10 (1945) Entrée en vigueur de la Charte des Nations Unies.

11-12/10 Yom Kippour. Bonnes fêtes ! ■

## AGENDA DE LA MÉMOIRE

83<sup>E</sup> COMMÉMORATION DES FUSILLÉS DU 22 OCTOBRE 1941

L'Amicale de Châteaubriant, avec le soutien de l'UJRE, vous donne rendez-vous le **dimanche 20 octobre à 14h. à La Sablière** [Nantes] pour sa traditionnelle cérémonie du souvenir, sous la présidence de **Carine Picard Nilès**, présidente de l'Amicale Châteaubriant-Voves-Rouillé-Aincourt, d'**Alain Hunault**, maire de Châteaubriant, et en présence de **Sylvie Binet**, Secrétaire générale de la CGT.

Cela fait 83 ans que 27 otages – dont 4 âgés de 19 à 21 ans, Guy Môquet en était – sont tombés pour réveiller l'esprit de révolte ; et 80 ans que notre pays s'est libéré. Cette année, l'accent sera mis sur

la difficile entente des mouvements de la Résistance française et la constitution du Conseil national de la Résistance. Cela fera l'objet de l'évocation théâtrale écrite par Bernard Martin et jouée par la Compagnie du Théâtre des Oiseaux.

Grâce à l'hommage qui est rendu chaque année à nos martyrs, nous n'oublions pas que des conquêtes sociales telles que le droit de vote et l'éligibilité des femmes ont été obtenues de haute lutte et au prix de sacrifices dans cet esprit de Résistance. Et que, pour être dignes



d'eux, il nous faut continuer ce combat perpétuel pour l'égalité, la liberté et la fraternité, afin de préserver ainsi le meilleur de notre démocratie.

**Venez nombreux, une nouvelle fois, à Châteaubriant le 20 octobre pour confirmer cet élan populaire et cette soif de justice sociale qui animaient nos aînés disparus. Téléchargez l'invitation officielle (ci-contre) et partagez-la ! ■**

**https://cutt.ly/KeITTuQ**



## HONTE !

par **DOMINIQUE VIDAL**

**V**oici près de cinquante ans que, journaliste et historien, je suis le conflit israélo-palestinien – ici et, régulièrement, là-bas. Rien ne semble avoir radicalement changé dans le bras de fer que s’y livrent ces deux peuples, bien qu’ils (ou parce qu’ils) aspirent tous deux à vivre en paix. Hormis les idéologues fous, hélas nombreux, chacun a appris de ce conflit de plus d’un siècle que seule une solution assurant aux Palestiniens comme aux Israéliens leur droit à l’autodétermination dans l’égalité économique, sociale, religieuse et politique permettrait de sortir de l’enfer [1].

Telle est la perspective offerte de plus en plus nettement par l’Organisation des Nations unies (ONU), qui vient de rappeler son exigence d’un retrait d’Israël des territoires arabes qu’il occupe et colonise depuis juin 1967. Chaque année, l’Assemblée générale réaffirme qu’Israël doit les libérer pour donner aux Palestiniens la possibilité de construire l’État auquel ils ont droit – en novembre dernier, seuls 5 États ont voté contre : Israël et son allié historique, les États-Unis, avec à leurs côtés la Micronésie, les Îles Marshall et Nauru [2]. Et, depuis un an, Tel-Aviv a connu échec après échec lors de la plupart des votes de l’AG...

Ce qui a changé, c’est donc le contexte – mondial, régional et local. L’invasion de l’Ukraine par la Russie avait, il y a près de trois ans, bousculé l’ancienne géopolitique. Contrairement à l’appréciation largement répandue depuis le 7 octobre 2023, tout n’a pas commencé ce jour-là dans les localités et les *kibboutzim* autour de l’enclave de Gaza : la question de Palestine se pose avec de plus en plus de force dès le premier exercice du premier haut-commissaire britannique, dans les années 1920 et 1930. Et, dans le partage de 1947, la bande de Gaza est promise aux Palestiniens : parce qu’elle est petite (350 km<sup>2</sup>) et donc vite surpeuplée (fin 2022 elle accueille jusqu’à 2,3 millions de Palestiniens, pour la plupart des descendants de la première *Nakba*). Si la question du tracé et du contenu des mandats a donné lieu à des négociations essentiellement franco-britanniques pendant la Première Guerre mondiale, la Seconde, avec l’épouvantable génocide des juifs, a surtout accéléré l’avancée vers une indépendance promise, par le « Livre blanc » avant le cataclysme de 1939-1945...

Mais seuls les États-Unis, nouvel « allié historique » d’Israël, entendaient vraiment dès 1945 prendre la relève d’un Royaume-Uni dominant, mais épuisé par le conflit mondial. Comme Staline, mais avec beaucoup plus de moyens, Truman choisit de miser pour l’essentiel sur les forces sionistes. Tous ces facteurs pèsent, du début à la fin de la Guerre froide aux Proche et Moyen-Orient, mais le principal moteur du conflit demeure les acteurs locaux, qui ne vivent évidemment pas dans le même temps : en 1947 et jusqu’aujourd’hui, les



Gaza : File d'attente pour la vaccination anti-polio.

Palestiniens sont faibles et désunis après l’écrasement de leurs révoltes dans l’entre-deux-guerres – alors le monde arabe les avait déjà trahis et les Britanniques écrasés –, tandis que l’Agence juive, elle, avait construit un proto-État juif tout en structurant et en entraînant ses forces armées, financées par Washington et équipées par Moscou *via* Prague. La finesse s’impose aussi pour analyser l’espace politique israélien. À part quelques staliniens de gauche ou de droite, les spécialistes d’Israël ont mesuré que, si David Ben Gourion prit place dans la croisade anticommuniste inspirée par New York, il ne perdit jamais de vue son but ultime ni à l’intérieur d’Israël ni dans son environnement naturel – ce monde arabo-musulman dans lequel Theodor Herzl voulut bâtir l’*État des Juifs* à partir du XIX<sup>e</sup> siècle.

C’est tout ce chemin que raconte notre nouveau livre, *Palestine-Israël. Histoire visuelle* [3] du conflit. Et c’est aussi le « flou » du nouveau documentaire dans lequel Jérôme Sesquin et Nitzan Perelman présentent les « *ministres du chaos* [4] » : Itamar Ben-Gvir et Bezalel Smotrich. Si le film décrit excellemment la lente montée de ces néofascistes vers le pouvoir que Netanyahu finit par leur offrir, il donne parfois l’impression que le plus durable des Premiers ministres israéliens n’aurait passé alliance avec eux que pour récupérer son trône, occupé de 1996 à 1999 et de 2009 à 2021. « Bibi » devient leur otage, mais en toute conscience : il les a transformés en instrument de sa propre politique.

Car la famille Netanyahu incarne la droite extrême : de son père Benzion, *birion* (voyou) révisionniste à droite de Vladimir Zeev Jabotinsky à son fils Yaïr, à ce point néo-fasciste qu’il offrit son visage pour illustrer une affiche de l’*Alternative für Deutschland* se prononçant pour une Europe « libre, démocratique et chrétienne » [5], sans oublier son fils aîné, Yonatan, mort le 4 juillet 1976 à la tête du commando chargé de sauver les otages d’un vol Paris/Tel-Aviv détourné sur Entebbe par un commando de terroristes palestiniens et ouest-allemands.

Un autre changement majeur a modifié le traitement de la question de Palestine. Autrefois, les

acteurs politiques et militaires sionistes, mais aussi les historiens et les journalistes chargés de leur légende recouraient surtout au déni ; désormais, ils assument leurs basses œuvres et les justifient. Sans la moindre hésitation, ils transforment les massacres perpétrés le 7 octobre 2023 par les tueurs du Hamas et du Jihad islamique autour de la bande de Gaza, en les présentant comme le pire « pogrom » anti-juif depuis 1945, blanchissant ainsi d’emblée tous les crimes de Tsahal depuis.

En dix mois, selon la revue scientifique *The Lancet* [6], le nombre de morts et de disparus à Gaza aurait dépassé 186 000, voire plus. *La*

*guerre, c’est la guerre !* Et, tandis que les journalistes ayant échappé à la chasse israélienne aux médias palestiniens nous montrent l’enclave à feu et à sang, les soldats les plus excités fanfaronneront sur leurs réseaux sociaux en y publiant les vidéos de leurs exactions ? *La guerre, c’est la guerre !*

Dès la première journée, les bombardements de Tsahal sur le Liban, ont déjà tué plus de 500 Libanais – dont nombre de dirigeants du Hezbollah, y compris Hassan Nasrallah – et provoqué la fuite en panique de plusieurs centaines de milliers d’autres ? *La guerre, c’est la guerre !* Les bombardiers israéliens iront jusqu’au Yémen pour punir les Houthis d’avoir pour la première fois tiré un missile sur Israël ? *La guerre, c’est la guerre !* En vérité, cette guerre, c’est d’abord une terrible honte. Celle des dirigeants qui la décident. Celle de la plupart des autres chefs d’État occidentaux et arabes qui les laissent faire. Celle des miliciens et des soldats qui la mènent. Et la nôtre, qui, depuis un an, voyons les images insupportables que ces Palestiniens mettent en ligne sur Instagram pour attirer notre attention [7]. Les uns pleurent, les autres rient. Les uns sont jeunes et les autres vieux. Certains sont encore sains et saufs, à d’autres il manque un bras, une jambe ou une partie du visage. Il y a des hommes, et surtout des femmes et des enfants. C’est nous qu’ils accusent. Comment leur donner tort ? ■ 29/09/2024

\* Journaliste et historien

[1] Le texte le plus complet est sans doute celui de la résolution 2334 adoptée le 23/12/2016 par le Conseil de sécurité, grâce à l’abstention de la représentante de l’administration Obama finissante :

<https://press.un.org/fr/2016/cs12657.doc.htm>

[2] <https://documents.un.org/doc/undoc/gen/n23/374/57/pdf/n2337457.pdf>

[3] Philippe Rekacewicz, Dominique Vidal, *Palestine-Israël : une histoire visuelle*, Le Seuil, Paris, 2024.

[4] Ce documentaire, diffusé le 1<sup>er</sup> octobre 2024 sur Arte, est disponible sur : <https://cutt.ly/UeIRJLak>

[5] Site du *Times of Israël*, 7 mai 2020.

[6] <https://www.france24.com/fr/moyen-orient/20240711-gaza-estimation-lancet-bilan-186-000-morts-palestiniens-israel-medecins-monde-calcul-hamas>

[7] La plupart des grands médias occidentaux censurent ces images alors qu’ils répètent celles du 7 octobre.



## PALESTINE

## LE GOUVERNEMENT BARNIER À CONTRE-COURANT DU VOTE MAJORITAIRE DES FRANÇAIS !

(Suite de la Une)

Le gouvernement, fruit de tortueuses tractations après 80 jours de tergiversations entre les LR et Ensemble, qui a vu le jour sous l'œil vigilant de l'Élysée et sous l'étroite surveillance du RN, constitue dans sa forme comme sur le fond un dangereux déni démocratique, niant ouvertement le choix des Français, issu des urnes. D'autant que les formations perdantes du scrutin législatif (droite et macronie avec ses composantes Renaissance, Modem et Horizon) se retrouvent à diriger le pays au détriment du Nouveau Front Populaire (NFP), premier groupe au Palais Bourbon avec 193 élus. Les LR comptant 47 députés et ne représentant que 7% des suffrages ont néanmoins droit à 10 ministres, dont des ministères régaliens clés, tandis que les soutiens du chef de l'État obtiennent 17 maroquins, malgré la défaite cuisante du camp présidentiel aux législatives. Sans compter le « recyclage » d'anciens ministres des précédents gouvernements Attal et Borne : Rachida Dati (conservant le ministère de la Culture), Guillaume Kasparian (à la Fonction publique), Sébastien Lecornu (à la Défense) ou encore Agnès Pannier-Runacher, désormais en charge de la Transition écologique.

À l'annonce de ce gouvernement Barnier, sous perfusion de la majorité LR au Sénat et guidé par les préceptes sarkoziens, Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, a réagi en dénonçant vivement le coup de force : « Ce n'est pas un nouveau gouvernement. C'est un remaniement. Ce n'est pas une cohabitation. C'est une collaboration. Vite, tournons la page ».

Dans le même sens, le député LFI de Seine-Saint-Denis, Éric Coquerel, a estimé que l' : « on est passé d'une victoire du Nouveau Front populaire au gouvernement d'un front réactionnaire qui poursuivra la politique économique de Macron, battue dans les urnes ». Pour la numéro un de la CGT, Sophie Binet, il ne fait pas de doute que ce gouvernement « a été composé sous l'égide du Rassemblement national qui aura un droit de vie ou de mort sur son avenir », soulignant que ce nouveau gouvernement est « encore plus à droite que le précédent » et a un air de « retour sur le futur ».

Globalement, cette équipe ministérielle se retrouve



23/09/2024: Nicolas Daragon, nommé ministre délégué chargé de la Sécurité du quotidien, a assisté à la passation de pouvoir au ministère de l'Intérieur © AFP - Alain Jocard

sur une ligne ultra-conservatrice, principalement contre les droits des femmes (la constitutionnalisation de l'IVG, la loi PMA pour toutes), mais aussi opposée aux droits des LGBT (le mariage pour tous). À tel point que Sophie Binet s'est indignée de ces orientations soulignant que « malheureusement, dans ce gouvernement, il y a un certain nombre de personnalités qui se sont distinguées par leurs positions réactionnaires sur la question des droits des femmes, des droits des LGBT ou sur les questions d'immigration ».

Craignant la contestation devant la remise en cause de ces droits, Michel Barnier a cru bon dans son interview sur France Télévisions de rassurer en affirmant que sur « la PMA, l'IVG et les droits LGBT », ces lois seront « intégralement préservées » et qu'il en sera « le rempart ».

Face à ce gouvernement, la gauche se met en ordre de bataille. La première étape devrait être le dépôt d'une motion de censure par le Parti Socialiste (PS) à l'issue du discours de politique générale de Michel Barnier, le 1<sup>er</sup> octobre, mais les chances d'aboutir sont faibles, le RN ayant donné des gages au chef de l'État. Car pour gagner dans cette séquence parlementaire, il faut recueillir 289 voix (majorité absolue) loin des 193 sièges du NFP, même s'il suffit de 58 voix pour déposer le texte de la motion.

Le véritable bras de fer devrait toutefois s'engager lors de la présentation du budget le 9 octobre, où le tandem LR/Macronie ne dispose pas de majorité.

par **PATRICK KAMENKA**

« En position de force dans ce contrat léonin noué avec la Macronie, le parti de Marine Le Pen fait en effet du chantage sur les lignes rouges à ne pas franchir dans l'adoption du budget, et sur les propositions à adopter, telles que la baisse de la TVA à 5,5 % sur les énergies », analyse L'Humanité (23/9).

La poursuite de la politique d'Emmanuel Macron et ses choix néolibéraux constituent un risque d'aggraver la situation, déjà délétère. Les choix de Maignon pour renflouer le lourd déficit budgétaire vont être cruciaux. Pour autant, un nouveau tour de vis austéritaire, comme le veulent les dogmes bruxellois, pourrait ouvrir « une crise institutionnelle et démocratique grave », selon Stéphane Peu, député PCF, alors même que les Français se sont prononcés majoritairement pour un retour à l'ISF et pour l'abrogation de la loi sur les retraites, choix que refuse Emmanuel Macron.

Pourtant, les faits sont têtus : le 18<sup>ème</sup> baromètre sur la pauvreté et la précarité, publié à l'initiative du Secours Populaire Français, montre sans conteste que « la précarité s'aggrave en particulier en zone rurale ». Le document souligne que « deux Français sur 5 disent désormais avoir traversé une période de grande fragilité financière au moins à un moment de leur vie ». Le niveau de difficulté est tel qu'au total « 62 % des Français déclarent avoir connu la pauvreté ou avoir été sur le point de la connaître ». Un chiffre en hausse de 4 points sur 2023, note le SPF. Face à la précarisation imposée aux salariés par le système et les mêmes recettes austéritaires employées de Sarkozy à Macron, en passant par Hollande, devant les coups portés au choix démocratique des Français et pour parer aux nouveaux sacrifices que n'hésitera pas à infliger aux Français le gouvernement Barnier, afin de renflouer les déficits creusés par les cadeaux fiscaux du locataire de l'Élysée (tant aux plus fortunés qu'aux entreprises du CAC 40), les syndicats (CGT, FSU, Solidaires, USL, Unef, Union étudiante) appellent le 1<sup>er</sup> octobre à se mobiliser par la grève et à manifester pour « gagner des avancées » sur les « salaires, les retraites, les services publics » et en exigeant l'abrogation de la loi sur les retraites. ■ 23/09/2024

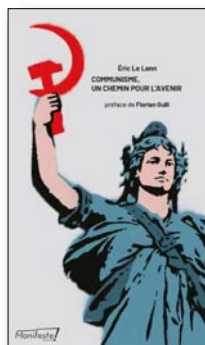
## À LIRE

### CONTRE LE COURANT

lu par **BERNARD FREDERICK**

Entre 1914 et 1917, Grigori Zinoviev et Vladimir Lénine, tous deux immigrés en Suisse, écrivent dans différentes publications une somme d'articles qui dénoncent la faillite de la IIe Internationale et la trahison des social-démocraties européennes qui ont voté les crédits de guerre et se sont engagées dans des « unions sacrées » au profit de gouvernements belliqueux. Leurs articles sont rassemblés dans un livre publié en 1918 à Petrograd sous le titre *Contre le courant*. Il sera publié en France en 1927 dans une traduction de Victor Serge et Maurice Parigianine.

Je reprends ici ce titre pour parler de deux livres récemment parus, qui, à leur manière, s'inscrivent à contre-courant des idées reçues sur le communisme, la Russie, le passé, le présent et même l'avenir.



Le premier, d'Éric Le Lann, publié aux éditions Manifeste, sous le titre *Communiste, un chemin pour l'avenir*, invite à reconsidérer le « bilan » ou l'« héritage » d'un mouvement révolutionnaire qui a « ébranlé le monde », a été partout, et notamment en France, le moteur de progrès sociaux, dont les traces sont indélébiles, a suscité un élan libérateur chez les peuples colonisés, a imposé la paix quand elle était menacée ou impulsé la résistance là où elle était piétinée. Comme le note Florian Gulli dans sa préface : « Le refus d'hériter ne conduit en réalité qu'à

des impasses. Il conduit à toujours recommencer à zéro comme si l'histoire n'avait pas eu lieu ». Tout au contraire, la lecture du livre d'Éric Le Lann, « invite à renouer avec la question d'un 'grand récit' » de l'émancipation.

Face à ceux qui aujourd'hui estiment que le communisme a été un « enfer » et ceux qui affirment, pour la pureté du concept, qu'il n'a jamais existé, Eric Le Lann écrit : « Au bout du compte qu'on désigne le communisme du XXe siècle comme un enfer ou qu'on ne voie pas de trace de communisme dans ce siècle, on efface la marque des classes et des peuples dominés sur l'histoire. (...) Rendre à nouveau intelligible l'histoire pour les classes dominées est une des dimensions du combat pour qu'elles y prennent toute leur place ». ■ ■ ■



# PICASSO, si ! MAIS PAS COMME ÇA !\*

lu par **HÉLÈNE AMBLARD**

**Au sommaire, « L'esprit de l'enfance ; perspectives pédagogiques ; perspectives culturelles ; perspectives politiques », pour quatorze articles et en conclusion : « La métamorphose du monde en tableaux ». Tout serait-il donc possible, avec Picasso ?**

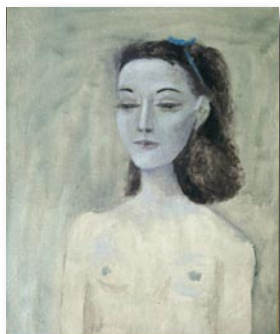
« Que croyez-vous que soit un artiste ! Un imbécile qui n'a que des yeux s'il est peintre, des oreilles s'il est musicien ou une lyre à tous les étages s'il est poète ou même, s'il est boxeur, seulement des muscles ? Bien au contraire, il est en même temps un être politique, constamment en éveil devant les déchirants, ardents ou doux événements du monde, se façonnant de toute pièce à leur image. Comment serait-il possible de se désintéresser des autres hommes, et en vertu de quelle nonchalance ivoirine, de se détacher d'une vie qu'ils vous apportent si copieusement ! Non, la peinture n'est pas faite pour décorer les appartements. C'est un instrument de guerre offensive et défensive contre l'ennemi. »

Pablo Picasso, *Les Lettres françaises*, 24 mars 1945, entretien avec Simone Terry.

La citation, fort bien choisie, est reprise au moins quatre fois, intégralement ou partiellement, par les auteurs de cet ouvrage collectif. Sans que la source ne nous en soit offerte.

Essayiste, pédagogue, son directeur ne rassemble ici pas moins de seize signatures... **Hugues Lethierry** coordonnait une quinzaine Picasso avec l'association *l'Espace des possibles* au printemps 2023, à Meschers, près de Royan, où Picasso séjourna brièvement en 1939-1940 avec sa fille Maya et son épouse d'alors, Marie-Thérèse Walter. D'où cet ouvrage.

Après une préface laudatrice, place à l'introduction de Hugues Lethierry. Vient, avec Pierre Daix, la promesse de retrouver, dans un index, des précisions sur les astérisques associés à des noms à venir. Non seulement ces données sont fort succinctes, mais nous ne retrouvons pas tous ces noms. Oubli ? Une note, page 14, nous alerte : « Picasso n'était pas très woke : il fut un amateur

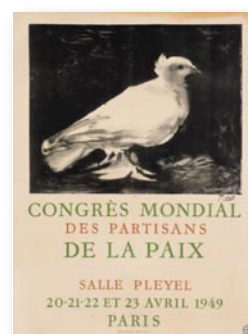


Portrait de Nusch, 1941, Paris, Centre Georges Pompidou, Musée national d'Art Moderne

de courses de taureau ! » Bon. Page 16, plus grave : nous apprenons que Picasso, après s'être installé « à Vallauris avec Françoise Gilot en 1940 », « part au congrès pour la Paix de Wrodov (Pologne). L'année suivante, la colombe sera choisie comme emblème de la Paix par Aragon pour le congrès de la Paix à Paris »...

En 1941 ? En pleine guerre, dans une Pologne terrorisée par les nazis,

alors qu'Aragon prend part à l'organisation de la résistance des intellectuels à l'Occupant et que Picasso fait le portrait de Nusch, compagne d'Éluard, accueillant ses amis bientôt clandestins dans son atelier parisien ?... Le congrès mondial de la Paix s'est, certes, tenu à Wrodov. En 1948, en pleine guerre froide ! Au printemps 1949, Aragon avait demandé à Picasso de réaliser l'affiche du congrès mondial de la Paix prévu à Paris. Parmi les épreuves proposées alors, il choisit la colombe... Picasso ne visite Vallauris qu'en 1946. Il s'y installe de 1948 à 1955. De plus, il a rencontré Françoise Gilot, qui partage sa vie, entre 1944 et 1953. Mais en 1943, en présence de Dora Maar, sa compagne d'alors.



Affiche 1949, La colombe de Picasso, Musée d'Art moderne de Paris.

« Femmes : Me too n'existait pas ! », tel est le titre du paragraphe égrenant fort succinctement la liste des « femmes » de l'artiste. S'agissant de Françoise Gilot, il est précisé : « (1927-2006) rencontrée en 1947 dont il aura deux enfants, Claude et Paloma. » Françoise Gilot, certes mère de Claude et Paloma, est née à Neuilly en 1921 et morte à Manhattan en 2023 !

« Picasso est communiste, moi non plus ! » Autre titre de paragraphe reprenant une partie de la phrase de Dali pour nous signaler

l'engagement républicain de Picasso lors de la guerre d'Espagne et son courage lorsque, surveillé par la police, il assista, en 1944, aux funérailles de son ami Max Jacob, détenu à Drancy. Certes. Suit cette phrase : « Ami d'Éluard, de Neruda, Picasso rejoindra tout naturellement le PCF en 1940. » !!! Heureusement, quelques pages plus loin, nous apprenons de Patrick Maurières, à propos de l'affaire du portrait de Staline, que Picasso adhère au PCF en 1944. S'agissant de Dali, pas question, ni ici, ni dans l'index, de son éloge réitéré de Hitler dès 1935\*\*, complété de son choix franquiste après s'être fait accueillir par Picasso en 1926, introduit alors dans les milieux intellectuels grâce à ses amis... avant de s'envoler vers le marché étasunien. Breton l'appelait par un anagramme de son nom : *Avida Dollar*.

Cette liste préoccupante n'est en rien exhaustive. Nous ne nous attarderons pas sur les nombreuses coquilles parcourant cet ouvrage. Quel dommage pour une démarche qui se réclame de l'éducation populaire en s'appuyant sur tant d'ouvertures ! L'expérience des ateliers de Meschers méritait d'être mieux relatée ; on aurait aimé entendre la voix des

participants. Chacune des contributions ouvre au débat, notamment l'intérêt de l'apport de Picasso aux avant-gardes arabes.

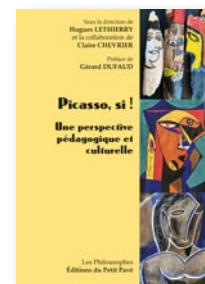
Un ouvrage collectif ne peut-il au moins être relu par l'ensemble des contributeurs, comme c'est le cas pour *La Presse nouvelle Magazine* ? Hugues Lethierry a lancé la collection *Les Philousophes* aux éditions du Petit Pavé. Espérons que le métier de correcteur y ait désormais sa place. ■

\* **Picasso, Si !** sous la direction de **Hugues Lethierry** et la collaboration (sic) de **Claire Chevrier**, préface de **Gérard Dufaud**, Éd. Le Petit Pavé, coll. Les Philousophes, 18 €.

\*\* En 1971, Dali présente encore à la télévision française « *La guerre* » du « très honnête » Hitler comme une œuvre d'art !



Portrait de Staline par Picasso dans Les Lettres Françaises



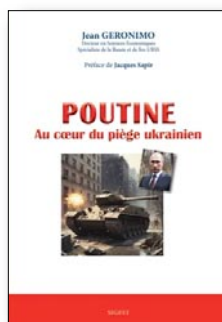
(Suite de la p.4

## CONTRE LE COURANT

Il faut entendre ici le travail de l'historien. Pas celui du juge d'instruction ou de l'avocat général, accusateur public. « *Robespierristes, antirobespierristes*, écrivait le grand historien Marc Bloch, avant d'être assassiné par les nazis, nous vous crions grâce : par pitié dites-nous simplement, quel fut Robespierre »\*.

Cette citation pourrait venir en exergue du second livre dont je veux parler, celui de **Jean Geronimo**, *Poutine au cœur du piège ukrainien*, paru chez Sigest avec une préface de Jacques Sapir, spécialiste reconnu de l'URSS et de la Russie.

Marc Bloch, dans l'ouvrage dont j'ai parlé, soupirait : « Par malheur, à force de juger, on finit, presque fatalement, par perdre jusqu'au goût d'expliquer ». Voici Jean Geronimo contraint d'avertir dès le départ : « Expliquer n'est pas justifier mais comprendre ». Car sa « matière » est chaude, très chaude : la guerre en



Ukraine ou, plus exactement ce qui y a conduit. Par le menu, le jeune docteur en économie de l'Université de Grenoble, dont ce n'est pas la première (et courageuse) intervention sur, sans jeu de mot, ce terrain miné, démontre comment le président russe, et la Russie, ont été poussés à une intervention armée contre l'Ukraine, leur voisine et sœur. Intervention parfaitement évitable, n'était l'obsession de Washington et des Occidentaux illustrée par cette citation de l'ancien conseiller du président Carter, Zbigniew Brzezinski : « Sans l'Ukraine, la Russie cesse d'être un empire en Eurasie ». « Dans un moment où l'information est devenue cap-

tive de la propagande, où se déploie une véritable hystérie antirusse qui autorise ceux qui la propagent à s'exonérer de tout effort sérieux de réflexion sur le drame auquel nous assistons, écrit Jacques Sapir dans sa préface, ce livre est de salubrité publique ».

On veut bien le croire, même l'espérer. Mais il reste que ce travail d'explication, et non de plaidoyer « pour » ou « contre », s'il répond au vœu de Marc Bloch, demeure à contrecourant. Un défaut ? Non un mérite ! Car écrire, au terme d'une longue démonstration : « Ainsi, si le facteur déclencheur de cette guerre est Moscou, le facteur incubateur et catalyseur est Washington, via son pivot ukrainien utilisé comme un appât dans un piège suicidaire », c'est aussi pointer les lieux d'où dépendent la paix à construire. ■

\* **Marc Bloch, Apologie pour l'histoire ou métier d'historien**, Éd. Culturea, Montpellier 2023.



## LA CHRONIQUE LITTÉRAIRE DE G.G. LEMAIRE

CES *JUIFVES* DE ROBERT GARNIER QUI N'ONT PAS SÉDUIT HENRI III

**R**obert Garnier (vers 1545-1590) demeure l'un des grands inconnus de la littérature de la Renaissance française. Issu d'une famille aisée, il a fait ses études de droit à Toulouse. Il a fait une carrière tout à fait honorable au sein de l'administration judiciaire royale. À partir de 1567, il est avocat général du roi au parlement de Paris. En 1569, il exerce diverses charges au Mans où il représente l'autorité du roi dans une situation politique et religieuse très difficile. S'il parvient à maintenir la légalité du régime (il est partisan d'un pouvoir central fort), il a réussi à ne pas attiser les conflits entre catholiques et protestants, même s'il est lui-même catholique fervent.

Toutefois, sa véritable passion est la poésie. Quand il a séjourné à Paris, quand il a été nommé en 1587 membre du Grand Conseil du royaume, il a fait la connaissance des auteurs de la Pléiade, dont il admire les œuvres. Quand Pierre Ronsard meurt, il lui dédie un éloge posthume : *Élégie sur le trépas de Ronsard*. Le théâtre s'est imposé comme sa principale activité. Mais son œuvre n'est pas représentée car Henri III ne l'a guère goûté et il n'a pas eu beaucoup d'appuis au sein de sa cour et des grands seigneurs de l'époque. Il a fait imprimer sa première pièce, *Porcie*, en 1568. Il a choisi un sujet tiré de l'histoire de la Rome antique. Et cela a été le cas pour la quasi-totalité de ses pièces, comme *Hippolyte* en 1573 ou *La Troade* en 1579. Il est évident qu'il a tenté de figurer *sotto voce* la situation complexe et dangereuse de la France d'alors en proie aux guerres de religion et aussi aux Liges qui souhaitent saper le pouvoir du roi. Le massacre de la

Saint-Barthélémy en 1572, est l'épisode le plus tragique de cette période troublée.

*Les Juifves*, qui a vu le jour en 1583 (ce fut sa dernière pièce publiée), déroge à cette règle. Elle n'a été jouée que posthume au début du XVII<sup>e</sup> siècle. Il n'a pas été le premier à choisir un sujet biblique. Des protestants s'y sont essayés et même des auteurs catholiques, mais d'un talent assez médiocre. Il n'a pas pris appui sur le théâtre antique (il y a quelques relations avec le *Thyeste* de Sénèque selon les spécialistes). Le personnage principal de cette tragédie qui se déroule quand Nabuchodonosor s'est emparé de Jérusalem et a réduit le peuple d'Israël à l'esclavage, l'héroïne principale, Amital, n'est que citée dans la Torah. Elle est l'élément antagoniste de la jeune reine d'Assyrie, mais surtout du terrible et puissant roi, qui après un siège interminable, a mis la cité à feu et à sang et pillé et brûlé son temple. Celui-ci cependant a éprouvé une certaine pitié pour cette femme âgée, très pieuse et courageuse. Ses deux filles, Sarré et Sedecie, tiennent une place notable dans le récit. Le chœur est omniprésent pour témoigner de la douleur des Juifs asservis.

Garnier compose sa pièce essentiellement avec des dialogues et des monologues, avec une certaine lenteur dans le développement des événements. Mais les longues diatribes du chœur possèdent une puissance oratoire et une force poétique qui sont indéniables. À la fin, apparaît la figure d'un prophète qui a un rôle singulier car il est venu reprocher au peuple élu ses erreurs (sous-entendu son alliance avec l'Égypte) et son châtement mérité. Nabuchodonosor n'a éprouvé aucune

mansuétude pour les habitants de Jérusalem qui lui ont résisté avec tant d'ardeur. Mais ce prophète annonce qu'après toutes ces douleurs, un roi magnanime viendra de la Perse et restituera à Jérusalem son ancienne beauté et que la paix y régnera. Il termine ses prédictions réconfortantes par la venue du Christ, ce qui est des plus singuliers dans le contexte hébraïque ! Mais Robert Garnier a voulu intégrer cette tragédie dans le contexte troublé de son temps et affirmer que le Nouveau Testament est le prolongement de l'enseignement biblique.

Peu apprécié de son vivant, Robert Garnier a été traduit en anglais et a beaucoup servi le théâtre élisabéthain, dont il est reconnu comme l'avant-courrier. C'est un curieux détour de l'histoire, qui a fait entrer cet auteur dans le panthéon des grands créateurs du théâtre britannique. Il est d'ailleurs regrettable qu'il ne figure pas parmi les précurseurs du théâtre classique de l'époque de Louis XIV. Il ne faut pas oublier que la dernière pièce de Racine est *Esther*. Pour conclure, on doit souligner le fait que si *Les Juifves* n'ont pas été souvent reprises sur scène, comme la majorité de ses créations, son œuvre a été régulièrement rééditée, comme pour nous rappeler qu'il a été un écrivain de talent qui a ouvert la voie à son cadet Shakespeare et à ses contemporains et aussi à l'art dramatique qui a vu son apogée au XVII<sup>e</sup> siècle dans notre culture. ■

Robert Garnier, *Les Juifves / Hippolyte*, édition établie et présentée par Raymond Lebègue, Éd. Les Belles Lettres. 288 p., 21 €.



## Théâtre LA CHRONIQUE DE KAROLINA WOLFZAHN

## Majola

**I**l y a des faits historiques inconnus du public, et même des historiens. L'enquête écrite et mise en scène par Caroline Darnay en fait partie. Comédienne, chorégraphe, elle a joué et mis en scène de nombreux auteurs, au théâtre, au cinéma et à la télévision. Elle est très intéressée par les sujets historiques. L'histoire incroyable d'Irène Kalder Goth l'a passionnée : « *Pourquoi cette histoire, découverte par hasard, pendant le confinement, m'a touchée à tel point que je n'ai eu de cesse de vouloir entendre la voix d'Irène Kalder ? Qui était Irène Kalder ? Une héroïne ? Un monstre ? Quels sont les visages de Majola ? Et si la vérité était plus complexe qu'une simple question de blanc ou de noir ? Et si tous les visages de Majola étaient le vrai ?* »

Le texte est subtil et, malgré les questions qu'il pose, possède une légèreté qui n'occulte pas le devoir de mémoire, la tragédie de l'Histoire et ses terribles blessures. On se souvient de *La liste de Schindler*, chef-d'œuvre de Steven Spielberg, film aux sept oscars. Oskar Schindler, membre du parti nazi, a été reconnu, après la Seconde Guerre mondiale, comme héros, sauveur de juifs du camp de Plaszów. Lorsqu'il arrive à Cracovie Amon Göth, pour liquider le ghetto et créer le camp de concentration de Plaszów, Schindler le nazi assiste avec horreur à la folie meurtrière, au massacre, et décide de sauver des vies. Il obtient de Göth des juifs du camp pour travailler dans son usine et construit son propre camp pour les abriter. Quand Göth envoie

les derniers juifs de Plaszów à Auschwitz, Oskar obtient contre un pot-de-vin conséquent de transférer mille deux cents juifs dans une usine en Allemagne, les sauvant de la déportation. À l'approche de l'Armée Rouge il empêche les gardiens SS d'assassiner ses juifs. Ils lui offrent un anneau d'or gravé des mots du Talmud : « *celui qui sauve une vie sauve l'humanité toute entière* ». Après la guerre, ruiné, comme il avait dépensé sa fortune pour corrompre les nazis et saboter la production et qu'il était poursuivi comme nazi, il fuit avec sa femme. Göth est exécuté. À Jérusalem, sur le Mont Sion, les *SchindlerJudens* déposent des cailloux autour de la pierre tombale de Schindler. Dans la pièce, au début des années 80, dans un palace de Munich, un journaliste américain rencontre la veuve du commandant du camp de Plaszów. Irène Kalder vit tranquillement depuis quarante ans, elle a été durant un an la femme du « *Boucher d'Hitler* », qui tirait de son balcon sur les juifs, cette femme à la destinée incroyable nie avoir eu connaissance des activités de Göth, refuse de le



considérer comme ce monstre sanguinaire.

Dans la réalité, Ruth Irène Kalder a donné une interview à Tom Segev, universitaire israélien, qui la présente comme une manipulatrice et à un Sud-Africain, John Blair, qui lui remet le dossier du procès avec les témoignages des survivants. Elle se suicide deux jours après.

Les comédiens, Caroline Darnay, Marc Francesco Duret, Duncan Talhouët, bénéficient d'une scène à la scénographie minimaliste

qui leur donne un champ de jeu libre. Caroline Darnay, glaçante, gracieuse et majestueuse, incarne avec talent cette Irène Kalder à la destinée de tragédie, face à Marc Francesco Duret, vieux reporter de guerre, torturé, sans illusions, impressionnant ; et à la jeune génération, Duncan Talhouët, qui questionne, essaie de comprendre, désire la vengeance.

Ce trio est magnifique, en harmonie parfaite, le public est envouté par ce texte sombre qui nous parle, et par ces excellents comédiens. ■

**Théâtre de l'Essaïon**, les mercredi et jeudi à 21h., jusqu'au 27 février 2025.

## JOHNNY GOT HIS GUN DE DALTON TRUMBO AVEC TIMOTHY BOTTOMS ET DONALD SUTHERLAND SORTIE SUR LES ÉCRANS EN VERSION RESTAURÉE

**D**alton Trumbo, célèbre écrivain et scénariste d'Hollywood, est l'auteur du roman dont ce film de 1971, son unique réalisation, est tiré. Le titre est un jeu de mot sur le slogan *Johnny get your gun* (« Johnny, prends ton arme ») lancé à la fin du XIXe siècle pour recruter les jeunes Américains dans l'armée et popularisé par des chansons.

Le roman de Trumbo, publié le 3 septembre 1939, deux jours après le début de Seconde Guerre mondiale, devient célèbre pour son antimilitarisme et son pacifisme, alors que l'Amérique hésite encore à s'impliquer contre Hitler. Il est aussi publié en feuilleton en mars 1940, dans le journal du Parti communiste américain, dont Dalton Trumbo est membre actif. La publication dénonce alors l'interventionnisme dans la guerre contre Hitler, et Trumbo milite à la fois dans la *Ligue antinazie* et dans le *Comité contre la guerre et le fascisme*.

Avec la rupture en 1941 du pacte de non-agression germano-soviétique, Trumbo et l'éditeur, interdisent la réimpression du livre, le Parti communiste soutenant la guerre contre l'Allemagne. Le livre est republié après la guerre et des extraits en sont largement lus, lors de meetings durant la guerre du Vietnam. C'est alors que Dalton Trumbo adapte et dirige lui-même son film, qui reprend le récit du personnage de son roman : **Joe Bonham**, un jeune Américain, volontaire pour combattre en 1914-1918, est gravement blessé sur le champ de



bataille. Les médecins l'amputent de ses quatre membres, alors qu'il a perdu l'usage de tous ses sens: il n'a plus d'oreilles, ni d'yeux, de nez, et ne peut plus parler, entendre et sentir. Médecins et chirurgiens le croient inconscient et décident de garder ce qu'il lui reste de corps à titre de cobaye... Enfermé dans ce corps impuissant, Joe tente en vain de communiquer et se souvient de son passé. Le film est un récit de l'extrême qui provoque une horreur glaçante. Il est organisé selon un dispositif simple et un systématisme qui devient d'ailleurs mécanique : Trumbo veut créer un choc par un jeu d'allers-retours entre une réalité, vue en noir et blanc pour les scènes d'hôpital et de guerre et des *flash-back* en couleurs évoquant les souvenirs de Joe et ses rêves tournés vers la vie et l'amour. Les séquences d'horreur l'emportent par la situa-

tion implacable du personnage, soumis à une vraie torture mentale, celle d'une agonie intérieure sans fin qu'il nous décrit par le détail en voix-off.

On peut aussi lire le film comme allégorie d'une situation réelle que Trumbo a vécue : être privé de tout droit d'expression avec le maccarthysme. Interrogé sur ses activités communistes par le Comité des activités antiaméricaines, Dalton Trumbo a été condamné à 11 mois de prison effectués en 1950 puis placé sur Liste noire. À la suite de quoi, interdit de travail, Trumbo s'exile au Mexique avec sa femme et continue, pour vivre, d'écrire mais sous prête-nom. Il reviendra à la pleine lumière de Hollywood en 1960, avec le scénario *Exodus* pour le film d'Otto Preminger.

*Johnny got his gun* dénonce toutes les guerres comme absurdes et cruelles. Le roman et le film sont demeurés célèbres comme modèles d'œuvres pacifistes et antimilitaristes. Dénoncer la cruauté des guerres est une belle idée noble, mais on rappellera qu'il existe des guerres justes comme le droit à la résistance contre l'oppression et l'occupation. La guerre de libération nationale du Vietnam contre l'occupation américaine était-elle une guerre juste, et que dire de celle d'Algérie, de la Résistance en France ou de celle, aujourd'hui, que mènent les Palestiniens ?

En 1941, Dalton Trumbo l'a appris à ses dépens, contraint de faire lui-même interdire son livre de 1939, pour ne pas servir les partisans d'Hitler. ■

### DOS YIDISH VINKL - דאס יידיש ווינקל

## L'ÉTÉ du yiddish.



**P**ériode estivale, symbole de repos, détente, loisirs... Qui penserait que chaque été, pourtant, des passionnés, venus des quatre coins du monde, se retrouvent sur les bancs de diverses universités et consacrent deux à trois semaines de leurs congés à une passion commune, celle du yiddish, de la langue et de sa culture ?

En français, on parle d'université d'été, en yiddish, plus modestement d'un זומערקורס, d'un *zumerkurs* (cours d'été).

Depuis des décennies, ces rencontres ont lieu en différents endroits de notre planète : il y eut Vilnius en Lituanie, Birobidjan, Strasbourg... Aujourd'hui Paris, Bruxelles, Berlin, Varsovie, Weimar, Londres, Tel-Aviv, tour à tour, proposent ces temps de partage, de travail, d'enchantement. Sans oublier le continent américain où divers lieux, dont le YIVO, accueillent également de telles initiatives.

En ce mois d'août 2024, j'ai eu le bonheur de participer pendant trois semaines à celle de Berlin.

Imaginez donc 120 personnes environ, réunies chaque matinée dans différentes salles de la *Freie Universität*, réparties en cinq groupes selon les niveaux et objectifs, assidus de 9 h. à 13 h. environ. Pour les trois premiers cours, apprentissage de l'alphabet hébraïque, lecture, apprentissage de la langue, écrite, orale et, très vite, accès à ce qui est la richesse du yiddish : conte populaire, פאָלקס-מעשה, *folks-mayse*, chansons et poèmes (*lider*, לידער), articles de journaux, nouvelles de Cholem Aleikhem, Isaac

Les cours 4 et 5, dit avancés, sont dédiés à divers thèmes touchant la littérature, ses différents courants, de la découverte de poètes et écrivains de langue yiddish à l'approfondissement des finesses de la langue.

L'après-midi, de nombreuses animations ou activités culturelles sont proposées : atelier de chants yiddish, théâtre d'improvisation, réalisation de film, tout cela en yiddish, atelier de lecture de textes anciens manuscrits, si important lorsqu'on retrouve de vieilles lettres ou cartes postales dans une famille, des conférences sur *l'Histoire de la littérature yiddish* par exemple, le *yiddish et le monde* « queer »... Des films tels que « *oyf di grine felder* », אויף די גרינע פעלדער, « dans les vertes prairies », film réalisé en yiddish aux USA en 1937, dont l'histoire nous montre la vie de familles juives vivant, isolées, dans les campagnes en Biélorussie ; ou bien cette récente réalisation française, **SHTTL**, film en yiddish réalisé en 2022 par le réalisateur français Ady Walter\*. Des visites d'anciens quartiers de Berlin où il y eut, avant-guerre, une vie juive : Le *Scheunenviertel*.

Qui donc participait à ce beau programme ? Des gens venus de France, d'Espagne ou d'Italie, d'Autriche ou de la Suisse, des Allemands et d'autres qui ont traversé des océans, Australiens, Canadiens, Américains, des Chinois aussi et j'en oublie. Beaucoup de jeunes, entre 20 et 30-35 ans, et pour plus de la moitié des non-juifs. Des motivations personnelles diverses, parfois surprenantes... Curieusement, plusieurs jeunes participants issus du monde juif et se réclamant de ces minorités « queer », affirmant une identité de genre ou d'orientation sexuelle différente de la norme et qui trouvent dans le yiddish leur forme d'expression.

S'il fallait une conclusion à cette expérience, elle se résumerait en ces deux mots : *yidish lebt!* יידיש לעבט - le yiddish est bien vivant !

*Lomir zikh trefn in a khaydesh arum oyf undzer yiddish-vinkl...*

Retrouvons-nous dans un mois dans notre coin du yiddish. ■ Regina Fiderer

\* Cf. *Presse Nouvelle Magazine* n° 411 de 12/2023, page 7.



# ISRAËL-GAZA LA CONSCIENCE JUIVE À L'ÉPREUVE DES MASSACRES

par ESTHER BENBASSA et JEAN-CHRISTOPHE ATTIAS

(Suite de la Une)

Inversement, sans qu'il s'agisse ainsi d'apporter son soutien au *Hamas*, de cautionner son projet politico-religieux, ni de trouver des excuses aux horreurs auxquelles il s'est livré, avec l'appui et/ou sous le regard bienveillant de quelques puissances régionales (Iran et Hezbollah libanais, par exemple), force est de constater que cette action n'est que le dernier épisode d'une histoire ponctuée de massacres des deux côtés, et qui, depuis soixante-quinze ans, pour les Palestiniens, est une histoire de violence et de déni. Aux yeux de beaucoup d'entre eux, le *Hamas* incarne aujourd'hui la résistance. Face à la paralysie de l'Autorité palestinienne, toute force agissante fait figure de force de résistance.

La riposte de Netanyahu aux horreurs du 7 octobre est tout sauf « proportionnée ». La « destruction totale du *Hamas* » en est le but affiché. Les Israéliens le jugent légitime dans leur grande majorité. Compte tenu de ce qu'est le *Hamas* comme réseau souterrain et transnational, on peut douter que ce but puisse être réellement atteint. Ce qui permet à la riposte de n'avoir virtuellement pas de fin. Il est vraisemblable que personne ne sorte vainqueur de cette confrontation. Mais Netanyahu est l'otage de sa coalition et des jusqu'aboutistes sans scrupules qui la composent. Il est aussi l'otage de ses propres forfaits passés : une fois le calme revenu, il a toutes les chances de tomber, peut-être d'être jugé, et de finir en prison. Alors que l'armée tient cette guerre pour essentiellement achevée depuis janvier 2024, lui la préfère interminable. Les Israéliens ne sont pas dupes. Le projet du pouvoir de réforme du système judiciaire les a fait descendre par centaines de milliers dans la rue, chaque semaine, pendant des mois, en 2023. En mars 2024, plus de 60% d'entre eux jugeaient que, dans sa conduite de la guerre, leur Premier ministre était motivé par des considérations politiques personnelles, tandis que 64% se disaient favorables à la tenue de législatives anticipées. Beaucoup – des dizaines de milliers, jusqu'à 150 000, selon les organisateurs de la manifestation géante du 23 juin 2024 – sont redescendus dans la rue. Et ils continuent de le faire, las d'une guerre qui se solde à ce jour par la perte de presque 700 soldats et qui ne semble déboucher sur rien.

Dans ce contexte, la population civile de Gaza ne compte pour rien. Ni même, au fond, les otages israéliens, sacrifiés sur l'autel de la raison d'État, au grand dam de leurs proches et contre une ancienne et constante tradition diasporique juive faisant du « rachat des captifs » un impératif communautaire quasi absolu. Nul n'a oublié ces trois prisonniers israéliens du *Hamas*, agitant un drapeau blanc et appelant à l'aide en hébreu, abattus « par erreur » dans un quartier de Gaza, le 15 décembre 2023, par des soldats les percevant comme une menace. Selon un bilan diffusé le 23 juin 2024 par le ministère de la Santé du *Hamas*, plus de 37 000 personnes, majoritairement des civils, ont perdu la vie



à Gaza depuis le 7 octobre 2023. Les bombardements israéliens ont tué plus d'une centaine de journalistes, dont une partie a été ciblée délibérément. Ni les hôpitaux, ni les habitations, ne sont épargnés. Les populations sont déplacées de force dans des campements d'urgence. Nourriture et médicaments manquent. La famine sévit. L'acheminement de l'aide humanitaire est entravé. Aucune zone présentée comme « sûre » par les autorités israéliennes ne l'est vraiment. Les camps de réfugiés eux-mêmes ne sont pas à l'abri, comme l'atteste l'attaque aérienne du camp de Tel al-Sultan, à l'Ouest de Rafah, le 26 mai 2024 (au moins 45 morts).

L'opinion israélienne, dans son écrasante majorité, dans un premier temps en tout cas, a approuvé le principe de la « riposte » et n'a pas fondamentalement remis en cause ses effets dévastateurs. Des Israéliens situés à gauche, militants de la paix et du dialogue, sensibles au sort des Palestiniens, ont basculé. Des religieux a-sionistes, ou à tout le moins éloignés de l'ethos militaro-nationaliste dominant, se sont engagés dans l'armée. La profondeur du traumatisme ressenti le 7 octobre peut expliquer l'unanimité initiale de ce sursaut. L'horreur avait joué à plein. La peur aussi. Cette attaque démontait que ses murs et ses forces armées et de sécurité ne protégeaient pas Israël. L'invocation des « frontières d'Auschwitz », les grands discours aux termes desquels seule l'occupation mettait Israël à l'abri d'un nouvel Holocauste se révélaient pour ce qu'ils étaient : simple propagande. Israël n'était à l'abri de rien. La défaite était toujours possible. Pendant plusieurs heures, pendant plus d'une journée, le rapport de force entre Israël et les Palestiniens avait été comme inversé. La reconquête et la pacification des territoires perdus et dévastés avaient pris plusieurs jours. Certains redoutèrent un moment qu'on puisse ne pas y arriver. L'ennemi n'était pas seulement le monde hostile qui environnait Israël depuis des décennies. L'ennemi était à ses portes. Il était dans ses murs.

Proches, amis, collègues avaient beau jeu, au téléphone, de nous rappeler que le « progressisme » de bien des victimes du *Hamas*, dans les *kibboutzim* du Sud, ne les avait pas protégées. La propagande israélienne écrasait tout. Et nous nous y exposions tous deux nous-mêmes délibérément, pour tenter de comprendre – moins pour comprendre ce qui s'était vraiment passé, que pour comprendre comment ce qui s'était passé pouvait être vécu. Réseaux sociaux, images, témoignages, télévisions. Nous ne nous sommes rien épargné. Mais nous n'avons pas cédé. Certes, nous étions à Paris. Certes, personne, dans notre entourage immédiat, n'avait été touché. Nous avons pourtant ressenti l'horreur, nous avons pourtant vécu la peur. Nous avons été submergés par l'émotion. Mais nous n'avons pas cédé. Alors que pour nous aussi, la rupture était profonde. (...) ■

## LES ARTISTES SE MOBILISENT POUR LA LIBERTÉ DE MUMIA ABU JAMAL

« Si l'on connaît Mumia dans le monde entier, c'est aussi grâce au rôle joué par les artistes... », clame Angela Davis, la militante féministe, dans la préface du livre d'Art, *Mumia, la plume et le poing*, consacré à la lutte pour la libération de la « voix des sans voix ».

La célèbre militante des *Black Panthers*, aujourd'hui professeure de philosophie à l'Université en Californie, emprisonnée aux États-Unis en son temps parce que communiste et connue pour son engagement en faveur des droits civiques et humains, est venue cette année à la *Fête de l'Humanité* pour la promotion du livre, en compagnie de Johanna Fernandez, porte-parole de *Mumia Abu Jamal*.

Plus d'une centaine d'artistes peintres, graphistes et créateurs d'images – professionnels et amateurs du monde entier – dont Ernest Pignon-Ernest, Kiki

Picasso, et bien d'autres –, ont dédié leurs œuvres à la lutte solidaire pour la libération de Mumia dans cet ouvrage réalisé à l'initiative du collectif français *Libérons Mumia* et des éditions *Le temps des cerises*.

Le journaliste afro-américain, militant des *Black Panthers*, qui vient de fêter son 70e anniversaire, est depuis 42 ans derrière les barreaux de sa prison de Pennsylvanie. Incarcéré pendant 30 ans dans le couloir de la mort, Mumia a été menacé d'exécution à deux reprises après sa condamnation à la peine capitale en 1982, au terme d'un procès jugé inéquitable par la *Commission des droits de l'homme* de l'Organisation des Nations unies. La mobilisation internationale a permis de sauver Mumia, objet de l'acharnement du système judiciaire raciste américain. En 2011, sa condamnation à mort a été annulée et sa peine commuée en prison

à vie, mais sans possibilité de libération conditionnelle. Figure emblématique du combat pour l'abolition de la peine de mort, Mumia a été fait citoyen d'honneur de 25 villes françaises, dont Paris, et deux rues portent son nom, à Bobigny et Saint-Denis.

« Grâce à l'art, nous nous sentons liés à Mumia, nous ressentons de l'amour pour Mumia. C'est notre camarade, c'est notre frère et nous savons, au fond de nous, que nous parviendrons à le libérer », conclut Angela Davis dans sa contribution en forme d'espoir de voir Mumia Abu Jamal enfin libre.

Lisez et faites lire *Mumia, la plume et le poing*. ■ PK

*Mumia, la plume et le poing*, Éd. Le Temps des cerises, coll. La griffe de l'art, 2024, 165 p., 35 €.

